LES ENJEUX

PARIS SPORTIFS JEUX

Barcelone, nid d'espions : l'embuscade Sportradar

Antoine Dugast
Publié le 24 avril 2026 . Lecture estimée : 11 min

Le 22 avril 2026, deux rapports accusent le numéro un mondial de la data sportive de fournir massivement le marché illégal. L'action perd près d'un quart de sa valeur en une journée. Récit d'une attaque coordonnée, et de ce qu'elle révèle d'un secteur où la frontière entre légal et illégal s'épaissit à mesure qu'on l'invoque.

Sportradar Group AG, fondé en 2001 en Suisse par l'Allemand Carsten Koerl, est le premier fournisseur mondial de données sportives pour l'industrie des paris. Le groupe revendique 800 clients opérateurs dans 80 pays, capte et redistribue les flux statistiques de plus d'un million d'événements sportifs par an, et signe par ailleurs des partenariats officiels d'intégrité avec la FIFA, l'UEFA, la NBA, la NHL ou la MLB. Coté au NASDAQ depuis septembre 2021 sous le ticker SRAD, le groupe est devenu le poste de péage discret de la quasi-totalité des bookmakers régulés de la planète : sans ses cotes, ses match trackers et ses flux vidéo, il n'y a presque plus de paris sportifs en ligne. Cette position dominante repose sur une promesse, l'intégrité.

En janvier 2026, dans les allées d'ICE Barcelone, le plus grand salon mondial du jeu d'argent, deux hommes s'approchent du stand Sportradar. Ils se présentent comme les fondateurs d'une jeune entreprise de paris sportifs. Leur cible commerciale : Vietnam, Thaïlande, Indonésie, Chine. Trois de ces quatre pays interdisent purement et simplement le jeu en ligne. Au Vietnam, seuls les paris hippiques, sur les courses de lévriers et sur les matchs internationaux de football sont autorisés. Le reste y est illégal, sans nuance.

Le commercial qui les reçoit ne dit pas non. Il prend des notes, présente l'offre, oriente les visiteurs vers le bon interlocuteur. Un cadre commercial chargé de l'Asie reprend le dossier.

Selon le récit qu'en feront les enquêteurs, il déroule des produits adaptés à chaque marché illégal, vante l'idée que Sportradar « sert tout le monde », et propose une introduction au Yabo Group, principal opérateur illégal de Chine, dont les call centers cambodgiens emploient des travailleurs réduits en esclavage selon plusieurs enquêtes parues depuis 2022. Il prévient que les responsables du Yabo n'assistent pas au salon : « ils seraient traqués ». Puis il offre quand même de faire l'introduction.

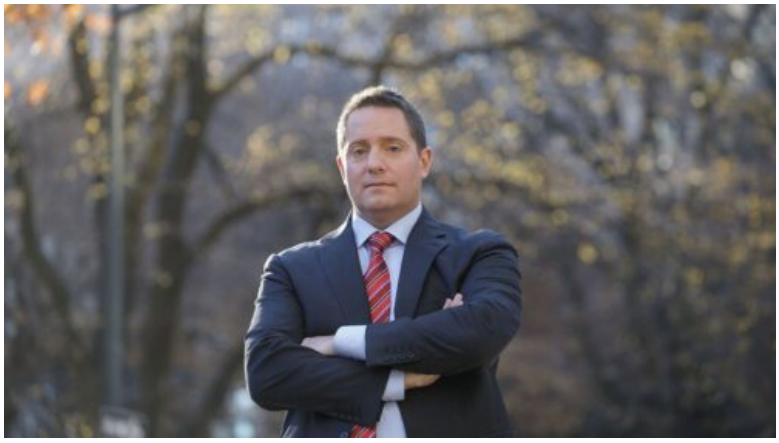
Si cette scène a bien eu lieu, et c'est tout l'objet du procès qui s'ouvre dans l'opinion, elle est dévastatrice. Un fournisseur de cette ampleur, qui se présente par l'antienne préférée de son fondateur comme « le FBI du betting », ne peut pas se permettre la moindre brèche dans le mur de l'intégrité qu'il vend par ailleurs aux fédérations.

Les deux visiteurs ne représentaient évidemment pas une startup. Ils travaillaient pour Muddy Waters Research, un cabinet d'investigation financière fondé par l'Américain Carson Block. Block s'est fait connaître en 2011 en démontant Sino-Forest, un groupe forestier sino-canadien dont la valeur boursière s'est effondrée de plusieurs milliards de dollars dans les semaines qui ont suivi son rapport. Il a récidivé en 2020 sur Luckin Coffee, le « Starbucks chinois », qui avait inventé une partie de son chiffre d'affaires.

Muddy Waters appartient à une catégorie d'investisseurs particulière : les vendeurs à découvert activistes. Vendre à découvert, c'est parier sur la baisse d'une action. Le mécanisme est simple. On emprunte le titre à un courtier contre commission, on le vend immédiatement au cours du marché, on attend que l'action chute. On la rachète moins cher, on la rend au prêteur, on empoche la différence. Le risque est asymétrique : si l'action monte au lieu de baisser, les pertes sont

théoriquement illimitées. Les vendeurs à découvert activistes ajoutent un étage. Ils prennent d'abord leur position, puis publient un rapport public détaillé qui démolit la société visée.

La cible est en général une entreprise qu'ils estiment surévaluée, opaque, ou frauduleuse. Si le marché valide l'analyse, le titre s'effondre, et la position rapporte beaucoup d'argent. Le modèle est critiqué. Ses détracteurs y voient une manipulation de cours organisée par des acteurs qui ont un intérêt financier à faire chuter ce qu'ils dénoncent. Ses défenseurs rappellent que c'est la même méthode qui a exposé Wirecard, le « miracle » allemand de la fintech, en 2020.



Carson Block, le fondateur de Muddy Waters Research, s'est spécialisé sur la vente à découvert. En France, il a parié notamment contre le Groupe Casino.

Les deux rapports

Le 22 avril 2026, à quelques heures de distance, deux rapports tombent sur Sportradar. Muddy Waters diffuse 123 slides sous le titre « Sportradar AG: Putting the BET into Aiding and Abetting », un jeu de mots sur l'anglais juridique pour « complicité criminelle ». Callisto Research, beaucoup plus discret, fait paraître en parallèle 43 pages sous l'intitulé « Sportradar Group AG, the integrity giant threatening its own existence ». Les deux cabinets affirment avoir travaillé indépendamment et abouti aux mêmes conclusions.

Callisto avance qu'au moins 270 plateformes parmi les 800 clients revendiqués par Sportradar opèrent dans l'illégalité, soit plus d'un tiers. Une centaine d'entre elles brandiraient la fameuse « licence » d'Anjouan, petite île volcanique de 300 000 habitants nichée dans l'archipel des Comores, qui s'est mise à vendre des autorisations de jeu en ligne sans cadre réglementaire réel.

Le mécanisme avait été mis en lumière à l'été 2025 par Josimar, magazine norvégien d'investigation spécialisé dans le football mondial, dans une enquête au long cours intitulée « Below the Radar » et signée Andy Brown, Philippe Auclair, Jack Kerr, Sam Kunti et Steve Menary. Callisto y ajoute une estimation : entre 30 et 40 % du chiffre d'affaires de Sportradar proviendrait du marché illégal.

Le cabinet précise avoir transmis son rapport à plusieurs régulateurs américains et européens, et indique que trois autorités américaines auraient ouvert des examens. Le titre intégral du document Callisto va plus loin et évoque des liens avec « le jeu illégal, des parties sanctionnées et des criminels », formule qui vise notamment le passé russe du fondateur de Sportradar.

Muddy Waters arrive à des chiffres voisins par une autre méthode. Le cabinet dit avoir interrogé une quinzaine de salariés et anciens salariés de Sportradar, mené une analyse de code propriétaire avec des experts en cybersécurité, et conduit à Barcelone l'opération sous couverture de janvier 2026, en se faisant passer pour les fondateurs d'une jeune plateforme de paris asiatique. Il identifie une cinquantaine de clients ou partenaires actifs sur des marchés noirs, dont 1xBet et FonBet en Russie, 8xBet, OKVIP et SBOBet en Asie du Sud-Est, et le Yabo Group en Chine. Il estime la part du chiffre d'affaires venant du marché illégal entre 20 et 40 %, et soutient que sans ces revenus, Sportradar ne serait pas profitable.

La chute

L'effet est immédiat. À l'ouverture du marché américain le 22 avril 2026, l'action SRAD entame une chute qui atteint 30 % en séance avant de clôturer à 13,04 dollars contre 16,84 dollars la veille, soit -22,6 %. C'est le niveau le plus bas depuis octobre 2024. Le titre a perdu 44 % depuis le début de l'année. BTIG abaisse son objectif de cours à 23 dollars contre 24, Truist Financial à 26 dollars contre 32. Le cabinet d'avocats new-yorkais Bleichmar Fonti & Auld annonce dans la foulée l'ouverture d'une enquête sur une potentielle fraude boursière, classique préliminaire à une class action d'investisseurs.

Le scénario se referme alors parfaitement sur la thèse des short-sellers. Position prise avant publication, rapport diffusé,

action en chute libre, position rachetée plus bas, profit empoché. Que le rapport soit fondé ou non, le mouvement de marché est acquis.

La riposte

C'est l'objet de la lettre ouverte que Carsten Koerl, fondateur et PDG de Sportradar depuis 2001, diffuse le 23 avril 2026 à l'attention de ses actionnaires, partenaires et de la « communauté sportive mondiale ». Le ton est combatif, personnel.

> *" Je suis avant tout un compétiteur. Je suis un fan de sport depuis toujours, un supporter inconditionnel de mon Bayern Munich, et je joue à tous les sports avec exactement la même rage que je mets dans mes affaires. Hier, des rapports de vendeurs à découvert ont lancé une attaque infondée sur Sportradar destinée à créer la panique, peser à la baisse sur notre cours et tirer profit de la perturbation. Je le prends comme une attaque personnelle.*
>
> *Carsten Koerl – Fondateur et PDG de Sportradar "*

Sur le fond, Koerl conteste « plusieurs allégations entièrement fausses, mal sourcées, délibérément sorties de leur contexte, ou au mieux le réchauffage de vieilles histoires que nous entendons depuis des années ». Il défend les processus de conformité de Sportradar, « parmi les plus rigoureux d'une industrie complexe et hautement régulée », et rappelle que l'entreprise a créé une division dédiée à la traque des bookmakers utilisant illégalement ses données. Sportradar n'a pas confirmé d'action en justice contre Muddy Waters et Callisto à ce stade. Koerl prend également les devants sur sa propre histoire russe, le seul élément personnel des deux rapports. Sa version : il a investi « il y a plusieurs années » dans Liga Stavok, principal bookmaker russe, via la holding OOO PMBK, puis a revendu sa participation « lorsqu'il n'a plus paru approprié d'investir dans une entité perçue comme liée à un conflit géopolitique », sans bénéfice. Cette participation était en réalité de 23 %, et avait été révélée publiquement en mars 2022 par le site américain Sports Handle, qui consignait alors 7,9 millions d'euros de revenus générés par Sportradar via PMBK sur trois ans, sur la base de filings auprès de la SEC. Sportradar avait suspendu en avril 2022 toute nouvelle activité commerciale en Russie. Liga Stavok était à l'époque partenaire officiel de la NHL pour le marché russe.

L'affaire dévoilée par Muddy Waters Research et Callisto Research est loin d'être sans impact pour Sportradar et son fondateur Carsten Koerl.

Que faut-il en penser ?

La prudence d'usage s'impose. Un rapport de short-seller n'est pas un acte d'enquête neutre. Le cabinet a un intérêt financier direct au mouvement qu'il provoque. Casino.org, site spécialisé qui a relayé l'affaire, a d'ailleurs fait précéder sa

couverture d'un avertissement explicite : son propriétaire, Legend Corp, est en cours d'acquisition par Genius Sports, concurrent direct de Sportradar.

Plusieurs éléments rendent toutefois l'affaire difficile à balayer. L'enquête Josimar de l'été 2025 avait étayé l'utilisation de données Sportradar par des opérateurs russes et anjouanais, et présenté des analyses comparatives de match trackers montrant que des bookmakers illégaux disposaient d'un flux de données comparable, parfois en avance, sur celui des bookmakers licenciés en Europe.

Pour Koerl, ce sont des « tired stories ». Pour Muddy Waters et Callisto, ce sont les fondations d'une analyse systématique. Trois régulateurs américains auraient ouvert des examens, selon Callisto. La saisine reste à confirmer publiquement. Les résultats du premier trimestre 2026 sont attendus le 6 mai 2026. Ils seront scrutés.

Côté européen et français, l'affaire n'est pas anodine. Sportradar est partenaire intégrité de la FIFA, de l'UEFA, et alimente en monitoring de paris suspects la plupart des dispositifs nationaux de surveillance, dont la plateforme française de lutte contre la manipulation des compétitions sportives. Créée en janvier 2016 en application de la convention de Macolin, ratifiée par la France en 2023, cette structure réunit administrations, organisations sportives et opérateurs de paris ; sa formation de surveillance, qui traite les alertes de paris atypiques sur les compétitions ouvertes en France, est dirigée par Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'ANJ.

La quasi-totalité des opérateurs licenciés en France utilisent à des degrés divers les flux et services de Sportradar. Si une partie significative du chiffre d'affaires du même fournisseur provenait effectivement du marché illégal, la question de la fiabilité de la chaîne de surveillance se poserait avec une acuité nouvelle. Aucun régulateur européen ne s'est exprimé publiquement pour l'heure.

Au-delà du cas Sportradar, l'affaire éclaire la morphologie réelle du marché mondial de la data sportive. Au moins deux concurrents du groupe suisse ont fait l'objet d'accusations comparables : Stats Perform en 2022 pour ses fournitures à 1xBet, IMG Arena dans la même période.

Le modèle économique de ce métier, en B2B, repose sur un nombre élevé de clients dispersés dans des dizaines de juridictions, dont certaines vendent des « licences » de complaisance à bas coût. La frontière entre marché légal et marché noir y est un travail quotidien de tri, et un argument commercial.

Pour Carsten Koerl, le 22 avril 2026 a ouvert un procès qu'il juge déloyal. Pour le secteur, la question de l'intégrité de ses principaux acteurs reste ouverte.